

2 MARS 2022

NOTE COMMUNE N° 08/2022

O B J E T : A propos des entités morales publiques exonérées du droit de timbre dû sur les services de téléphonie et d'internet

Une question a été posée pour savoir :

1) Si les collectivités locales et les établissements publics à caractère non administratif sont soumis au droit de timbre dû sur les services de téléphonie et les services d'internet ?

2) Quels sont les autres établissements exonérés dudit droit ?

Il a été répondu comme suit :

L'exonération dudit droit de timbre est limitée à l'Etat, et elle couvre les organismes suivants :

- tous les services administratifs de l'Etat,
- les instances publiques légalement créées et qui représentent une extension de l'Etat,
- les établissements publics à caractère administratif.

En plus, sont exonérées dudit droit de timbre, les autres entités morales publiques que le législateur a doté du même régime fiscal que l'Etat ou qui sont exonérées du droit par un texte spécial.

Sachant que ce droit n'est pas concerné par les dispositions du n°19 de l'article 118 du code des droits d'enregistrement et de timbre étant donné qu'il est dû sur lesdites prestations à titre onéreux.

Sur la base de ce qui précède, les collectivités locales (communes et conseils régionaux) restent soumises audit droit de timbre.

**LE DIRECTEUR GENERAL DES ETUDES
ET DE LA LEGISLATION FISCALES**
Signé : Yahia CHEMLALI

